



Déclaration liminaire de la FSU

Avant de démarrer ce CDEN, La FSU tient à exprimer son attachement au Service Public, malmené depuis des années par les restrictions budgétaires au nom des dépenses publiques et du poids de la dette, elle rappelle qu'elle n'a pas attendu non plus l'allocution du président le 16 mars dernier, pour revendiquer haut et fort que « ***des biens et des services doivent être placés en dehors des lois du marché*** ». Elle salue tous les agents qui ont répondu présents dans ce cadre si particulier de crise sanitaire ce qui a permis la continuité dans de nombreux services. Il faut de l'inventivité, de la volonté, de la solidarité pour faire face à cette crise sanitaire quand nos politiques préféreraient le 29 février dernier en conseil des ministres brandir le 49.3 plutôt que de gérer au mieux la crise du corona qui s'annonçait.

Dans son discours du lundi 13 avril, le chef de l'Etat a annoncé une reprise scolaire possible le 11 mai. Dans ce contexte anxiogène, le défi du déconfinement ne souffre pas l'approximation et encore moins l'improvisation. Et pourtant, les interventions successives du ministre de l'éducation et du premier ministre n'ont rien de rassurant et témoignent d'une communication brouillée sans priorité clairement établie ni assumée entre les aspects pédagogiques, sanitaires et économiques.

Il ne reste, à ce jour, qu'une semaine au ministère pour détailler les conditions d'accueil des élèves. Dans ces conditions, la tentation pourrait être grande pour le ministère de déléguer au local les modalités d'accueil ainsi que les conditions matérielles de cette reprise. Pour la FSU, il serait irresponsable et dangereux de faire peser uniquement sur les équipes, les chefs d'établissement, les directeurs et directrices d'écoles ainsi que sur les conseils départementaux une telle organisation alors que les conditions sanitaires ne sont pas nationalement garanties.

Distanciation sociale, gestion des flux, mise à dispositions des moyens de nettoyage, distributions de masques à TOUS (élèves, enseignants, agents) : voilà ce que demande la FSU, voilà ce que doit organiser et permettre le ministère. Ce dernier est garant de la sécurité de ses agents et de ses usagers, il lui reste une semaine pour l'assurer.

Lorsque ce préalable sera établi, le retour en classe devra être préparé par tous les acteurs du service public d'éducation : collectivités, parents, enseignants. L'école ne doit pas être un terrain d'expérimentation hasardeuse ni de décision unilatérale, pour la gestion de crise comme pour la carte scolaire.

Concernant celle du premier degré :

Suite aux annonces de Mr Blanquer, notre département passe de -8 postes à +1. C'est mieux, nous en convenons mais cela permettra-t-il de résoudre les inégalités, de répondre aux besoins de plus et de mieux de service public d'éducation ?

Réponse en chiffres :

- 7 ouvertures dans les écoles pour 17 fermetures...

- Une perte de 6,25 postes de remplaçants, alors que le nombre de journées non remplacées a explosé encore cette année.
 - La non-confirmation des ouvertures provisoires dans 7 écoles, sachant qu'elles auront à faire avec des effectifs élevés.
 - La priorité donnée aux GS/CP/CE1 (dédoublément, seuil à 24) ne permet pas partout de réelles améliorations des conditions d'enseignement car elle reporte les difficultés ailleurs. Seul un abaissement des seuils d'ouverture aurait permis l'allègement des classes dans tous les établissements.
 - L'abandon du dispositif PDMQDC (maître surnuméraire) dans 5 écoles du département.
 - Aucune ouverture, aucun moyen supplémentaire pour les RASED – les réseaux d'aide aux élèves en difficultés – alors qu'à n'en pas douter, les conséquences de la discontinuité pédagogique liée au confinement seront majeures pour ces enfants-là. De plus, dans toutes les écoles, dans notre département rural où de nombreuses familles sont éloignées des ressources d'aide médico psychologiques, les RASED sont déjà sur-sollicités.
- A n'en pas douter ils le seront encore plus à cette rentrée déconfinée.

Au total 29,88 postes en moins pour 20,75 postes créés...

Où est la politique ambitieuse pour le 1^{er} degré, où est la volonté politique de lutter contre les inégalités liées à la crise sociale, sanitaire, par l'éducation ? Est-ce là la prise en compte de la ruralité de notre territoire et de ses spécificités ?

En ce qui concerne la préparation de rentrée dans le second degré :

Nous attirons l'attention de Monsieur le Préfet et Monsieur le DASEN sur la préparation de cette rentrée dans les conditions déjà évoquées. À la lecture des documents, nous constatons malheureusement que « ***le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies [...] dévoile [une fois encore] ses failles au grand jour.*** ».

Décidément l'appel du président à ***des décisions de rupture*** et à placer ***les services en dehors des lois du marché*** ne semblent pas avoir été entendus : aucun moyen supplémentaire n'a été octroyé au second degré, pour faire face aux inégalités sociales mises en lumière.

C'est donc encore une année de disette pour les collèges du Jura : baisse significative du H/E, augmentation des effectifs dans les classes et particulièrement en sixième, multiplication des postes partagés, fermeture d'options. La rentrée 2020 se fera, à quelques heures prêt, sur le même mode dégradé que la rentrée 2019.